

EMPIRE

COMPANY LIMITED

Période de 13 semaines
terminée le 1er août 2015

**Mettre sur pied
une plateforme
de croissance
plus solide**



RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

La société canadienne Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») a son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Écosse. Les principaux secteurs d'Empire sont la vente au détail de produits alimentaires et les activités immobilières connexes. Empire et ses filiales, marchands affiliés et franchisés, dont les ventes annualisées s'établissent à environ 24,0 G\$ et qui comptent pour 11,6 G\$ d'actifs, emploient environ 125 000 personnes.

Les résultats financiers de la Société ont été divisés en deux secteurs à présenter distincts : 1) la vente au détail de produits alimentaires; et 2) les placements et autres activités. Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire est mis en œuvre par sa filiale entièrement détenue, Sobeys Inc. (« Sobeys »), qui, en date du 1^{er} août 2015, exploite un réseau de plus de 1 500 magasins corporatifs, affiliés ou franchisés dans les dix provinces canadiennes sous diverses bannières de détail, notamment Sobeys, Safeway, IGA, Foodland, FreshCo, Thrifty Foods ainsi que les pharmacies Lawtons et plus de 350 postes d'essence. En date du 1^{er} août 2015, le secteur des placements et autres activités comprenait : 1) une participation de 41,5 % (participation diluée de 40,2 %) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans le Fonds de placement immobilier Crombie (« FPI Crombie »), fonds de placement immobilier canadien à capital variable. Le FPI Crombie possède actuellement un portefeuille de 255 immeubles commerciaux et de bureaux au Canada, soit environ 17,5 millions de pieds carrés, sa stratégie étant de détenir et d'exploiter un portefeuille de haute qualité composé de centres commerciaux ayant une épicerie ou une pharmacie comme locataire pilier et d'immeubles commerciaux à magasin autonome essentiellement dans les 36 principaux marchés du Canada; et 2) plusieurs participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans des partenariats immobiliers (appelées collectivement « Genstar »). Genstar est un promoteur immobilier résidentiel qui exerce ses activités dans des secteurs choisis de l'Ontario, de l'Ouest canadien et des États-Unis.

Page

Table des matières

• Lettre aux actionnaires	2
• Rapport de gestion	3
• États financiers consolidés intermédiaires résumés non audités	
• États consolidés résumés de la situation financière	28
• États consolidés résumés du résultat net	29
• États consolidés résumés du résultat global	30
• États consolidés résumés des variations des capitaux propres	31
• Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	32
• Notes annexes	33
• Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs	41

Pour obtenir des exemplaires du présent rapport, veuillez consulter le site Web de la Société www.empireco.ca, ou communiquer avec le directeur, Relations avec les investisseurs au 902 755-4440. Un exemplaire a également été déposé sur SEDAR.

La Société a fourni des détails supplémentaires sur ses résultats du premier trimestre lors d'une conférence téléphonique tenue le jeudi 10 septembre 2015. Pour écouter à nouveau la conférence, veuillez consulter le site Web de la Société (www.empireco.ca).

Renseignements prospectifs

Le présent rapport trimestriel renferme des énoncés prospectifs qui traduisent les prévisions de la direction concernant les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives quant aux activités commerciales ainsi que les occasions d'affaires de la Société. Tous les énoncés autres que des faits historiques figurant dans le présent rapport trimestriel, y compris les énoncés concernant les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives quant aux activités commerciales ainsi que les occasions d'affaires de la Société peuvent constituer des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'utilisation de mots ou de phrases tels que « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer », « pouvoir », « planifier » et d'autres expressions semblables, ainsi que par la conjugaison de ces verbes au futur ou au conditionnel, et de leur forme négative.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires et une mise en garde sur l'utilisation des renseignements prospectifs, veuillez consulter la rubrique intitulée « Renseignements prospectifs » du rapport de gestion.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

La société Empire annonce ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2016

Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») (TSX : EMP.A) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 1^{er} août 2015. Pour le premier trimestre, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, de 121,7 M\$ (résultat dilué par action de 1,32 \$), comparativement à 129,1 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent (résultat dilué par action de 1,40 \$), en baisse de 5,7 %.

Faits saillants du premier trimestre

- Ventes de 6 249,2 M\$, en hausse de 26,5 M\$ ou 0,4 %.
- Hausse de 1,2 % des ventes des magasins comparables de Sobeys⁽¹⁾, compte non tenu des ventes de carburant. En tenant compte des ventes de carburant, la hausse est de 0,5 %.
- BAIIA⁽¹⁾ de 314,1 M\$, comparativement à 342,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en baisse de 28,4 M\$ ou 8,3 %.
- BAIIA ajusté⁽¹⁾ de 325,2 M\$, comparativement à 342,5 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en baisse de 17,3 M\$ ou 5,1 %.
- Résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, de 108,8 M\$, comparativement à 123,1 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en baisse de 14,3 M\$ ou 11,6 %.
- Résultat net ajusté⁽¹⁾, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, de 121,7 M\$, comparativement à 129,1 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en baisse de 7,4 M\$ ou 5,7 %.
- Résultat par action ajusté (dilué) de 1,32 \$, comparativement à 1,40 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en baisse de 5,7 %.
- Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ générés de 216,8 M\$, comparativement à 391,3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Ratio de la dette consolidée sur le capital total ⁽¹⁾ de 27,2 %, contre 27,7 % au 2 mai 2015.

(1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent communiqué de presse.

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action (avant fractionnement) sur les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de catégorie B, qui sera payable le 30 octobre 2015 aux actionnaires inscrits le 15 octobre 2015. Ces dividendes sont des dividendes déterminés au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et des lois provinciales pertinentes et, par conséquent, sont admissibles au traitement fiscal avantageux qui s'applique à ceux-ci.

Safeway a certes subi une part importante de changements en raison de l'intégration. Bien que nous ayons identifié les risques liés à l'intégration, notamment l'ampleur et la rapidité des changements nécessaires, nous avons toutefois sous-estimé les conséquences de ces changements pour l'organisation et le temps nécessaire à cette dernière pour s'y adapter, et cela a eu une incidence négative évidente sur les résultats du premier trimestre. Cependant, nous avons identifié les principaux problèmes et affecté les ressources nécessaires à leur résolution, afin de nous assurer d'être en mesure de ramener la performance dans l'axe de nos prévisions au cours des prochains trimestres. Nous demeurons confiants en notre capacité d'atteindre, voire dépasser, la cible de 200 M\$ de synergies de coûts annualisées sur trois ans.

Par ailleurs, dans le contexte très concurrentiel de la vente au détail de produits alimentaires, la performance de notre entreprise a été conforme aux prévisions, stimulée par le déploiement en cours de notre stratégie *Meilleure bouffe pour tous*, qui conquiert sans cesse de nouveaux clients.

Sincères salutations,

(Signé) « Marc Poulin »

Marc Poulin
Président et chef de la direction
Le 9 septembre 2015

EMPIRE

COMPANY LIMITED

RAPPORT DE GESTION DE LA PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AOÛT 2015

Renseignements prospectifs	4
Survol de la Société	6
Vente au détail de produits alimentaires	6
Placements et autres activités.....	8
Résultats d'exploitation consolidés	8
Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés.....	9
Ventes.....	9
BAIIA.....	9
Résultat d'exploitation	10
Charges financières.....	10
Impôt sur le résultat	10
Résultat net	10
Performance financière sectorielle.....	11
Vente au détail de produits alimentaires	11
Placements et autres activités.....	14
Résultats d'exploitation trimestriels.....	15
Situation de trésorerie et sources de financement	16
Activités d'exploitation	16
Activités d'investissement.....	17
Activités de financement.....	18
Flux de trésorerie disponibles	18
Situation financière consolidée	19
Structure du capital.....	19
Principales mesures de la situation financière	19
Capitaux propres	20
Instruments financiers	21
Normes et méthodes comptables	22
Normes et modifications futures.....	22
Estimations comptables critiques	22
Contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	22
Transactions entre parties liées.....	23
Éventualités	23
Gestion du risque	23
Obligations au titre des avantages sociaux futurs.....	23
Désignation des dividendes déterminés	23
Mesures financières non conformes aux PCGR.....	23

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente l'analyse des résultats financiers consolidés d'Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») et de ses filiales, y compris ceux de la filiale entièrement détenue Sobeys Inc. (« Sobeys »), pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 et pour la période de 13 semaines close le 2 août 2014. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 et pour la période correspondante close le 2 août 2014, ainsi que les états financiers consolidés annuels audités de la période de 52 semaines close le 2 mai 2015 et le rapport de gestion connexe. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, veuillez consulter le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Web de la Société à l'adresse www.empireco.ca.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et sont présentés en dollars canadiens. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 2 mai 2015, lesquels ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'IASB. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes d'Empire et de ses filiales ainsi que ceux des entités structurées que la Société est tenue de consolider.

L'information qui figure dans le présent rapport de gestion est établie au 9 septembre 2015, à moins d'indication contraire. Aucune modification importante, sauf ce qui est mentionné dans le présent rapport de gestion, n'a été apportée aux informations présentées dans les rubriques « Perspectives », « Estimations comptables critiques », « Passifs éventuels » ou « Gestion du risque » du rapport de gestion de la Société pour la période de 52 semaines close le 2 mai 2015.

RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS

Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs qui traduisent les prévisions de la direction concernant les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives quant aux activités commerciales ainsi que les occasions d'affaires de la Société. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'utilisation de mots ou de phrases tels que « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer », « pouvoir », « planifier » et d'autres expressions semblables, ainsi que par la conjugaison de ces verbes au futur ou au conditionnel, et de leur forme négative.

Ces énoncés prospectifs comprennent ce qui suit :

- Les prévisions de la Société concernant les économies de coûts liées à la réorganisation des centres de distribution, lesquelles pourraient être touchées par le nombre de fermetures et de postes abolis;
- Les prévisions de la Société concernant les économies de coûts liées à la restructuration organisationnelle, lesquelles pourraient être touchées par le nombre de postes abolis;
- Les prévisions de la Société concernant les mesures de rationalisation administrative et de rationalisation des activités, lesquelles pourraient être touchées par l'ampleur et la portée de telles mesures;
- Les prévisions de la Société concernant la rationalisation du réseau de magasins de vente au détail, y compris l'incidence sur les ventes futures et le résultat net futur, lesquelles pourraient être touchées par le calendrier des fermetures et la réalisation des synergies;
- Les avantages continus tirés de l'acquisition de Canada Safeway ULC (« Canada Safeway »), comme les possibilités de croissance, les avantages découlant des économies d'échelle et la stratégie d'entreprise future ainsi que les prévisions concernant l'exploitation et la concordance stratégique, lesquelles pourraient être touchées par la capacité de la Société à prévoir l'évolution des goûts, des préférences et des habitudes de dépenses des clients, et à s'y adapter;

- Les prévisions de la Société concernant le calendrier des mesures d'atténuation des lacunes en matière d'organisation, de formation et d'information relativement au système de TI, au processus d'intégration et aux changements liés à la restructuration de Safeway, qui pourrait être retardé par des difficultés imprévues;
- Les prévisions de la Société selon lesquelles sa structure d'exploitation et celle de son capital sont suffisantes pour répondre aux besoins courants de l'entreprise, lesquelles pourraient être touchées par un changement important du contexte économique au Canada;
- L'opinion de la Société selon laquelle ses fonds en caisse et ses équivalents de trésorerie, ses facilités de crédit disponibles et ses flux de trésorerie liés à l'exploitation lui permettront de financer les dépenses d'investissement futures, les cotisations au régime de retraite, le fonds de roulement, les obligations courantes découlant de sa dette consolidée et les besoins courants de l'entreprise, ainsi que l'opinion selon laquelle la Société dispose de fonds suffisants pour faire face à ces exigences et pour satisfaire à d'autres obligations à court et à long terme, lesquelles pourraient être touchées par des changements du contexte économique;
- Les prévisions de la Société concernant l'utilisation d'instruments financiers et leurs justes valeurs estimées, qui pourraient être touchées par les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change ainsi que par les prix des marchandises;
- Les prévisions de la Société relativement à ses cotisations aux régimes agréés à prestations définies, qui pourraient être touchées par les fluctuations des marchés financiers liées aux incertitudes.

Ces énoncés, fondés sur les hypothèses et les opinions de la direction, sont formulés à la lumière des renseignements dont elle dispose actuellement. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés afin de permettre aux porteurs de titres de la Société de comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que les priorités et les objectifs stratégiques de la Société, et peuvent ne pas être appropriés à toute autre fin. De par leur véritable nature, les énoncés prospectifs exigent que la direction pose des hypothèses et ils sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents, qui peuvent faire en sorte que les prédictions, prévisions, attentes ou conclusions de la Société se révèlent inexactes, que les hypothèses de la Société soient erronées et que la Société n'atteigne pas les objectifs ainsi que les buts et les priorités stratégiques. Bien que la Société soit d'avis que les prédictions, prévisions, attentes ou conclusions présentées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune assurance quant à leur exactitude. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais traduisent uniquement les estimations et les prévisions de la direction.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant causer un écart significatif entre les résultats réels et ceux prévus. Ces facteurs comprennent notamment les changements apportés dans le secteur d'activité en général, les conjonctures de marché et les conjonctures économiques, la concurrence livrée par les concurrents actuels et nouveaux, les prix de l'énergie, les problèmes d'approvisionnement, la gestion des stocks, les variations de la demande en raison de la saisonnalité des activités, les taux d'intérêt, les modifications apportées aux lois et aux règlements, les efficacités d'exploitation et les initiatives concernant les économies de coûts. Par ailleurs, ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la Société dépose périodiquement auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, notamment ceux qui figurent sous la rubrique « Gestion du risque » du présent rapport de gestion.

Empire prévient les lecteurs que la liste de facteurs n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient aussi avoir une incidence défavorable sur ses résultats. Les lecteurs sont avisés de bien examiner les risques, les incertitudes et les hypothèses lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs et de ne pas se fier outre mesure à ces énoncés. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence, sur les activités de la Société, des transactions qui ont lieu après la date à laquelle ces énoncés sont formulés. Ainsi, les cessions, les acquisitions, les dépréciations d'actifs ou d'autres modifications annoncées ou se produisant après l'établissement des présents énoncés pourraient ne pas être reflétées dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion traduisent les prévisions de la Société au 9 septembre 2015 et peuvent changer après cette date. À moins que les lois sur les valeurs mobilières en vigueur ne l'exigent, la Société ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs formulés de temps à autre par elle ou en son nom.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

Les principaux secteurs d'activité d'Empire sont la vente au détail de produits alimentaires et les biens immobiliers connexes. Les résultats financiers de la Société ont été divisés en deux secteurs à présenter distincts : 1) la vente au détail de produits alimentaires; 2) les placements et autres activités.

Empire et ses filiales, marchands affiliés et franchisés, dont les ventes annualisées s'établissent à environ 24,0 G\$ et qui comptent pour 11,6 G\$ d'actifs, emploient environ 125 000 personnes.

Vente au détail de produits alimentaires

Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire est représenté par Sobeys.

Fière entreprise canadienne ayant son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Écosse, Sobeys répond aux besoins en épicerie de la population canadienne depuis 108 ans. Au 1^{er} août 2015, Sobeys Inc., filiale en propriété exclusive d'Empire (TSX : EMP.A), exploite un réseau de plus de 1 500 magasins corporatifs, affiliés ou franchisés dans les dix provinces canadiennes sous diverses bannières de détail, notamment Sobeys, Safeway, IGA, Foodland, FreshCo, Thrifty Foods ainsi que les pharmacies Lawtons et plus de 350 postes d'essence. La Société a pour objectif d'être un créateur inégalé d'expériences donnant le goût aux Canadiens de mieux manger.

Au cours de l'exercice 2014, Sobeys a lancé son mouvement *Meilleure bouffe pour tous* afin de donner aux Canadiens le goût de mieux manger en proposant une variété d'expériences culinaires plus saines et en sensibilisant le public à l'importance de bien s'alimenter.

Dans la foulée de cet engagement, Sobeys a mis sur pied le *Fonds meilleure bouffe* (le « Fonds ») au cours de l'exercice 2015. Le Fonds favorise l'accès à une meilleure alimentation et prône l'adoption d'habitudes alimentaires saines en recueillant les dons et en œuvrant en partenariat avec des organismes de bienfaisance régionaux et nationaux. Son rayon d'action englobe notamment l'accès aux ressources alimentaires grâce à l'appui de banques alimentaires et de programmes de petits déjeuners, la recherche sur les troubles de santé d'origine alimentaire et la diffusion de connaissances sur l'alimentation au moyen de programmes éducatifs en nutrition et de cours de cuisine offerts dans les écoles et les collectivités.

Au cours du premier trimestre de 2016, Sobeys a poursuivi la mise en œuvre de nombreux programmes concourant à cette stratégie axée sur les produits alimentaires, notamment des innovations en matière de produits et services ainsi que des actions liées à la productivité et aux processus, à la chaîne d'approvisionnement et aux systèmes.

Au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, 33 magasins (26 magasins en 2015) ont fait l'objet d'une ouverture, d'une relocalisation, d'une acquisition, d'un agrandissement, d'une conversion de bannière ou d'un aménagement par Sobeys.

Éléments importants

Acquisition de Coop Atlantique

Le 12 mai 2015, les membres propriétaires de Coop Atlantique ont approuvé une convention d'achat visant l'achat de certains actifs et la prise en charge de certains passifs liés aux activités de vente de produits alimentaires et d'essence de Coop Atlantique pour 24,5 M\$ plus les ajustements habituels du fonds de roulement et les retenues. La convention prévoit l'achat de cinq épiceries à gamme complète de services, de cinq postes d'essence (dont deux en co-implantation avec des épiceries), d'autres actifs immobilisés ainsi que d'autres actifs et de certains passifs. Le 12 juin 2015, Sobeys a obtenu l'autorisation du Bureau de la concurrence et l'opération a été conclue le 21 juin 2015.

Réorganisation des centres de distribution

Au cours de l'exercice 2015, Sobeys a procédé à un examen critique de la capacité excédentaire de ses centres de distribution qui a mis en évidence les possibilités d'une restructuration susceptible d'améliorer le résultat net, grâce aux économies de coûts pouvant être réalisées dans l'ensemble du réseau de distribution. La Société continue d'identifier des gains d'efficacité et, pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, des coûts de 4,7 M\$ (néant en 2015) ont été engagés au titre de la réorganisation des centres de distribution.

Le 30 juin 2015, Sobeys a acquis un ancien entrepôt de Target Canada Co. situé à Rocky View, en Alberta, pour 50,0 M\$. L'installation sera mise à niveau et automatisée et, lorsque les travaux seront terminés, elle sera en mesure d'assurer la distribution efficace de produits alimentaires non périssables à des magasins de l'Alberta, de la Saskatchewan et d'une partie du Manitoba.

Processus

Après la clôture de l'acquisition de Canada Safeway, Sobeys a commencé à intégrer l'entreprise acquise à ses activités courantes. Pour la période de 13 semaines close le 2 août 2014, la Société a comptabilisé des coûts d'intégration avant impôt de 9,7 M\$ dans les frais de vente et charges administratives à l'état consolidé résumé du résultat net (aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre pour la période écoulée). De plus, Sobeys a comptabilisé des synergies de 51,0 M\$ (28,2 M\$ en 2015) liées à l'acquisition pour le premier trimestre de l'exercice 2016.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2015, Sobeys a entrepris un examen de son réseau de soutien opérationnel qui a mis en évidence les possibilités d'une restructuration. Cette restructuration organisationnelle renforcera le réseau de soutien opérationnel actuel et devrait améliorer le résultat net, grâce aux économies de coûts réalisées, en plus de maximiser l'efficacité de l'ensemble du réseau. Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, la Société a comptabilisé un montant de 6,4 M\$ au titre des indemnités de départ liées à cette restructuration organisationnelle.

Dessaisissement de biens immobiliers

Le 30 juin 2015, Sobeys a vendu un immeuble à un tiers puis l'a repris à bail. Le produit total tiré de la transaction s'est chiffré à 26,0 M\$, soit un profit net de 8,9 M\$. La totalité du produit a été affectée au remboursement des emprunts bancaires.

Rationalisation du réseau de magasins de vente au détail

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2014, Sobeys a réalisé un examen exhaustif de son réseau de magasins de vente au détail. Cet examen cadre avec la priorité constante accordée par la direction à l'amélioration de la productivité et de la performance du réseau et s'inscrit dans la suite logique de l'acquisition de Canada Safeway. En s'appuyant sur cet examen détaillé, Sobeys a établi qu'elle fermerait les magasins de vente au détail régulièrement sous-performants, afin de renforcer la qualité de son réseau. Cette mesure devrait améliorer le résultat net grâce aux économies de coûts réalisées. Elle se traduira toutefois par une réduction d'environ 400 M\$, ou 1,9 %, du total des ventes, sur une base annualisée. En date du 1^{er} août 2015, 42 magasins de vente au détail représentant une surface totale d'environ 1,3 million de pieds carrés avaient été fermés. Il n'y a eu aucune fermeture au cours du premier trimestre de l'exercice 2016.

Placements et autres activités

En date du 1^{er} août 2015, le secteur des placements et autres activités d'Empire comprenait plus particulièrement :

1. Une participation de 41,5 % (participation diluée de 40,2 %) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans le Fonds de placement immobilier Crombie (« FPI Crombie »), fonds de placement immobilier canadien à capital variable. Le FPI Crombie possède actuellement un portefeuille de 255 immeubles commerciaux et de bureaux au Canada, soit environ 17,5 millions de pieds carrés, sa stratégie étant de détenir et d'exploiter un portefeuille de haute qualité composé de centres commerciaux ayant une épicerie ou une pharmacie comme locataire pilier et d'immeubles commerciaux à magasin autonome essentiellement dans les 36 principaux marchés du Canada;
2. Des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, respectivement de 40,7 % dans Genstar Development Partnership, de 48,6 % dans Genstar Development Partnership II, de 42,1 % dans GDC Investments 4, L.P. et de 42,1 % dans GDC Investments 6, L.P., de 45,8 % dans GDC Investments 7, L.P., de 43,7 % dans GDC Investments 8, L.P. et de 49,0 % dans The Fraipont Partnership (appelées collectivement « Genstar »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Le tableau qui suit présente sommairement les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 et pour la période correspondante close le 2 août 2014.

	Périodes de 13 semaines closes les			
	1 ^{er} août 2015		2 août 2014 ¹⁾	
(en millions de dollars, sauf les montants par action)		En pourcentage des ventes		En pourcentage des ventes
Ventes	6 249,2 \$	100,0 %	6 222,7 \$	100,0 %
BAIIA ²⁾	314,1	5,0 %	342,5	5,5 %
BAIIA ajusté ²⁾	325,2	5,2 %	342,5	5,5 %
Résultat d'exploitation ²⁾	195,5	3,1 %	219,4	3,5 %
Charges financières, montant net	32,9	0,5 %	43,6	0,7 %
Impôt sur le résultat	43,5	0,7 %	44,4	0,7 %
Résultat net ³⁾	108,8	1,7 %	123,1	2,0 %
Résultat net ajusté ²⁾³⁾	121,7	1,9 %	129,1	2,1 %
Résultat de base par action				
Résultat net ³⁾	1,18 \$		1,33 \$	
Résultat net ajusté ²⁾³⁾	1,32 \$		1,40 \$	
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation (en millions)	92,3		92,3	
Résultat dilué par action				
Résultat net ³⁾	1,18 \$		1,33 \$	
Résultat net ajusté ²⁾³⁾	1,32 \$		1,40 \$	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (en millions)	92,5		92,3	
Dividende par action	0,30 \$		0,27 \$	

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

3) Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

EXPLICATION PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

L'analyse qui suit traite de la performance financière consolidée de la Société pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 comparativement à la période de 13 semaines close le 2 août 2014.

La performance financière de chacun des secteurs de la Société (vente au détail de produits alimentaires et placements et autres activités) fait l'objet d'une analyse détaillée à la rubrique intitulée « Performance financière sectorielle » du présent rapport de gestion.

Ventes

La totalité des ventes est générée par le secteur de la vente au détail de produits alimentaires.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la Société annonce des ventes de 6 249,2 M\$, en hausse de 26,5 M\$, ou 0,4 %, par rapport aux ventes de 6 222,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'inflation du prix des produits alimentaires;
- l'acquisition de Coop Atlantique et les ententes d'approvisionnement à long terme et conventions de franchisage connexes.

Cette hausse a été en partie neutralisée par ce qui suit :

- la fermeture de magasins attribuable à la rationalisation du réseau;
- la perte de volumes de produits alimentaires en gros découlant de la perte de grossistes;
- la répercussion de la baisse des prix du pétrole sur les ventes de carburant;
- le dessaisissement de magasins de vente au détail au cours du premier trimestre de l'exercice 2015;
- le ralentissement économique dans les régions touchées par la baisse des prix du pétrole.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les ventes des magasins comparables¹⁾ dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires ont augmenté de 0,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Abstraction faite de l'incidence négative de la baisse des prix du pétrole sur les ventes de carburant, les ventes des magasins comparables auraient affiché une hausse de 1,2 %.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

BAIIA

Le BAIIA consolidé pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 s'est établi à 314,1 M\$, comparativement à 342,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 28,4 M\$, ou 8,3 %. La baisse du BAIIA est en grande partie attribuable aux facteurs suivants :

- une baisse du profit brut dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires;
- les coûts de la restructuration organisationnelle;
- les coûts de la réorganisation des centres de distribution.

Cette baisse a été en partie compensée par les réductions réalisées au titre des frais de vente et charges administratives.

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, la marge du BAIIA a diminué de 50 points de base pour s'établir à 5,0 %, comparativement à 5,5 %. Le tableau qui suit présente sommairement le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté pour les périodes de 13 semaines closes le 1^{er} août 2015 et le 2 août 2014, mesures qui excluent les éléments qui ne sont pas considérés comme des indicateurs de la performance d'exploitation sous-jacente.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014 ¹⁾
BAIIA (consolidé)	314,1 \$	342,5 \$
Ajustements :		
Coûts de la restructuration organisationnelle	6,4	-
Réorganisation des centres de distribution	4,7	-
	11,1	-
BAIIA ajusté (consolidé)	325,2 \$	342,5 \$
Marge du BAIIA ajusté ²⁾	5,2 %	5,5 %

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR ».

Résultat d'exploitation

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, le résultat d'exploitation s'est établi à 195,5 M\$, contre 219,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 23,9 M\$, ou 10,9 %. La baisse du résultat d'exploitation est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux qui sont mentionnés plus haut dans les rubriques sur les ventes et le BAIIA.

Charges financières

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les charges financières, déduction faite des produits financiers, ont diminué de 10,7 M\$, pour s'établir à 32,9 M\$, comparativement à 43,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable aux remboursements effectués sur la dette au cours de l'exercice 2015.

Le ratio de couverture des intérêts¹⁾ a augmenté, pour s'établir à 7,0 fois, comparativement à 5,7 fois pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la réduction de l'endettement et de la charge d'intérêts connexe, facteur en partie contrebalancé par la baisse du résultat d'exploitation.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif de la Société pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 s'est établi à 26,8 %, contre 25,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation du taux d'impôt effectif est surtout attribuable au produit en partie non imposable sur la cession de certains magasins pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, le résultat net consolidé, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, s'est chiffré à 108,8 M\$ (résultat dilué par action de 1,18 \$), comparativement à 123,1 M\$ (résultat dilué par action de 1,33 \$) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente les ajustements au résultat net de la Société, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme des indicateurs de sa performance financière sous-jacente.

(en millions de dollars, sauf le montant par action, après impôt)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Résultat net par secteur ¹⁾ :		
Vente au détail de produits alimentaires	101,4 \$	113,5 \$
Placements et autres activités	7,4	9,6
Résultat net ¹⁾	108,8 \$	123,1 \$
Résultat par action ²⁾ (dilué)	1,18 \$	1,33 \$
Ajustements ³⁾ :		
Amortissement des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Canada Safeway	4,8 \$	6,0 \$
Coûts de la restructuration organisationnelle	4,6	-
Réorganisation des centres de distribution	3,5	-
	12,9	6,0
Résultat net ajusté ¹⁾	121,7 \$	129,1 \$
Résultat net ajusté par secteur ¹⁾ :		
Vente au détail de produits alimentaires	114,3 \$	119,5 \$
Placements et autres activités	7,4	9,6
Résultat net ajusté ¹⁾	121,7 \$	129,1 \$
Résultat par action ajusté ²⁾ (dilué)	1,32 \$	1,40 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (en millions)	92,5	92,3

1) Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

2) Résultat par action.

3) Tous les ajustements sont comptabilisés après impôt sur le résultat.

PERFORMANCE FINANCIÈRE SECTORIELLE

Vente au détail de produits alimentaires

L'analyse qui suit traite de la performance financière du secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 par rapport à la période correspondante close le 2 août 2014.

Le tableau suivant présente l'apport de Sobeys aux données consolidées d'Empire concernant les ventes, le profit brut, le BAIIA, le BAIIA ajusté, le résultat d'exploitation, le résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, et le résultat net ajusté, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les ¹⁾			
	1 ^{er} août 2015		2 août 2014	
		% de ventes		% de ventes
Ventes	6 249,2 \$	100,0 %	6 222,7 \$	100,0 %
Profit brut	1 516,0	24,3 %	1 545,9	24,8 %
BAIIA	303,1	4,9 %	329,4	5,3 %
BAIIA ajusté	314,2	5,0 %	329,4	5,3 %
Résultat d'exploitation	184,6	3,0 %	206,2	3,3 %
Résultat net ²⁾	101,4	1,6 %	113,5	1,8 %
Résultat net ajusté ²⁾	114,3	1,8 %	119,5	1,9 %

1) Déduction faite des ajustements de consolidation qui comprennent une répartition du prix d'acquisition provenant de la privatisation de Sobeys.

2) Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

Ventes

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, Sobeys a comptabilisé des ventes de 6 249,2 M\$, en hausse de 26,5 M\$, ou 0,4 %, par rapport à des ventes de 6 222,7 M\$ comptabilisées pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette augmentation des ventes est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'inflation du prix des produits alimentaires;
- l'acquisition de Coop Atlantique et les ententes d'approvisionnement à long terme et conventions de franchisage connexes.

L'augmentation a été contrebalancée en partie par les facteurs suivants :

- la fermeture de magasins attribuable à la rationalisation du réseau;
- la perte de volumes de produits alimentaires en gros découlant de la perte de grossistes;
- la répercussion de la baisse des prix du pétrole sur les ventes de carburant;
- le dessaisissement de magasins de vente au détail au cours du premier trimestre de 2015;
- le ralentissement économique dans les régions touchées par la baisse des prix du pétrole.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les ventes des magasins comparables ont été supérieures de 0,5 % à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence négative des ventes de carburant attribuable à la pression à la baisse exercée sur les prix du pétrole, les ventes des magasins comparables auraient augmenté de 1,2 %.

Profit brut

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, le profit brut de Sobeys s'est établi à 1 516,0 M\$, en baisse de 29,9 M\$, ou 1,9 %, par rapport au profit brut de 1 545,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la marge brute a diminué de 50 points de base, pour s'établir à 24,3 %, comparativement à 24,8 % pour le premier trimestre de l'exercice 2015.

La diminution de la marge brute pour le trimestre découle de la courbe d'apprentissage et du temps nécessaire à l'organisation pour s'adapter aux changements importants entraînés par l'intégration technique des activités de Safeway. Des lacunes importantes ont été décelées en matière d'organisation, de formation et d'information relativement au système de TI, au processus d'intégration et aux changements liés à la restructuration, et des mesures énergiques ont été prises pour les combler. Ces difficultés devraient être atténuées au cours des prochains trimestres et tout à fait réglées d'ici la fin de l'exercice 2016.

De plus, au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, le profit brut et la marge brute ont continué de subir l'incidence des facteurs qui ont influé sur les ventes ainsi que des facteurs suivants :

- les synergies liées à Safeway, le dessaisissement de magasins et la rationalisation du réseau; ces facteurs ayant été neutralisés par :
- une intensité concurrentielle soutenue;
- un contexte très axé sur les promotions;
- la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a eu une incidence sur le coût en dollars canadiens des achats effectués en dollars américains.

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, la baisse du prix du pétrole, qui s'est fait sentir sur les ventes de carburant, n'a pas eu d'incidence significative sur le profit brut.

BAIIA

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, l'apport de Sobeys au BAIIA a diminué de 26,3 M\$, ou 8,0 %, pour s'établir à 303,1 M\$, comparativement à 329,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA est surtout attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution du profit brut, indiquée ci-dessus;
- les coûts de la restructuration organisationnelle;
- les coûts de réorganisation des centres de distribution.

La baisse a été en partie compensée par les réductions réalisées au titre des frais de vente et charges administratives.

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, l'apport de Sobeys à la marge du BAIIA a diminué de 40 points de base, pour s'établir à 4,9 %, comparativement à 5,3 % pour la période correspondante. Le tableau suivant présente sommairement le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté pour les périodes de 13 semaines closes les 1^{er} août 2015 et 2 août 2014, mesures qui excluent les éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs de la performance d'exploitation sous-jacente.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
BAIIA (apport de Sobeys)	303,1 \$	329,4 \$
Ajustements :		
Coûts de la restructuration organisationnelle	6,4	-
Réorganisation des centres de distribution	4,7	-
	11,1	-
BAIIA ajusté	314,2 \$	329,4 \$
Marge du BAIIA ajusté	5,0 %	5,3 %

Résultat d'exploitation

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, l'apport de Sobeys au résultat d'exploitation a diminué de 21,6 M\$, ou 10,5 %, pour s'établir à 184,6 M\$, comparativement à 206,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les facteurs qui expliquent en grande partie la diminution du résultat d'exploitation sont les mêmes que ceux qui sont mentionnés dans les paragraphes ci-dessus traitant du profit brut et du BAIIA.

Résultat net

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, l'apport de Sobeys au résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, s'est élevé à 101,4 M\$, en baisse de 12,1 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux raisons indiquées dans les paragraphes ci-dessus relatifs aux ventes, au profit brut et au BAIIA.

Le tableau suivant présente l'apport de Sobeys au résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, après ajustements pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs de la performance d'exploitation sous-jacente.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Résultat net (apport de Sobeys) ¹⁾	101,4 \$	113,5 \$
Ajustements ²⁾ :		
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canada Safeway	4,8	6,0
Coûts de la restructuration organisationnelle	4,6	-
Réorganisation des centres de distribution	3,5	-
	12,9	6,0
Résultat net ajusté ¹⁾	114,3 \$	119,5 \$

1) Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.

2) Tous les ajustements sont comptabilisés après impôt sur le résultat.

Placements et autres activités

Le tableau qui suit présente le BAIIA, le résultat d'exploitation et le résultat net pour le secteur des placements et autres activités.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014 ¹⁾
BAIIA	11,0 \$	13,1 \$
Résultat d'exploitation		
FPI Crombie ²⁾	7,4	7,3
Partenariats immobiliers ³⁾	4,9	8,0
Autres activités, déduction faite des charges du siège social	(1,4)	(2,1)
	10,9	13,2
Résultat net	7,4 \$	9,6 \$

- 1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période considérée.
- 2) Participation de 41,5 % comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie (41,5 % au 2 août 2014).
- 3) Participations dans Genstar.

Au 1^{er} août 2015, le portefeuille de placements d'Empire, y compris les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie et dans Genstar, se composait de ce qui suit :

(en millions de dollars)	1 ^{er} août 2015			2 mai 2015			2 août 2014		
	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent
Participation dans des entreprises associées									
FPI Crombie	687,8 \$	362,1 \$	325,7 \$	724,3 \$	365,6 \$	358,7 \$	717,2 \$	369,4 \$	347,8 \$
Partenariats immobiliers canadiens ¹⁾	141,8	141,8	-	143,4	143,4	-	141,3	141,3	-
Partenariats immobiliers américains ¹⁾	54,3	54,3	-	59,3	59,3	-	59,7	59,7	-
Participations dans des coentreprises									
Canadian Digital Cinema Partnership ¹⁾	9,4	9,4	-	9,5	9,5	-	9,7	9,7	-
	893,3 \$	567,6 \$	325,7 \$	936,5 \$	577,8 \$	358,7 \$	927,9 \$	580,1 \$	347,8 \$

- 1) Selon l'hypothèse voulant que la juste valeur corresponde à la valeur comptable.

Résultat d'exploitation

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, le résultat d'exploitation des placements et autres activités s'est établi à 10,9 M\$, contre 13,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 2,3 M\$.

Les facteurs ayant contribué au résultat d'exploitation pour le premier trimestre de l'exercice 2016 sont les suivants :

- Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence provenant de la participation de la Société dans le FPI Crombie s'est élevé à 7,4 M\$ pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, en légère hausse par rapport à 7,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence provenant des participations de la Société dans les partenariats immobiliers (Genstar) s'est élevé à 4,9 M\$ pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, en baisse de 3,1 M\$, comparativement aux 8,0 M\$ comptabilisés pour la même période de l'exercice précédent, en raison principalement d'une baisse du nombre de terrains vendus;
- L'apport au résultat d'exploitation des autres activités, déduction faite des charges du siège social, a représenté une perte d'exploitation de 1,4 M\$ pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, soit une amélioration de 0,7 M\$ comparativement à la perte de 2,1 M\$ comptabilisée pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net

L'apport des placements et autres activités au résultat net consolidé pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 s'est chiffré à 7,4 M\$, contre 9,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 2,2 M\$ est surtout attribuable à une diminution de l'apport au résultat net de Genstar en raison d'une baisse du nombre de terrains vendus.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour chacun des huit derniers trimestres.

	Exercice 2016		Exercice 2015 ¹⁾				Exercice 2014 ¹⁾			
	T1 1 ^{er} août 2015	T4 2 mai 2015	T3 31 janv. 2015	T2 1 ^{er} nov. 2014	T1 2 août 2014	T4 3 mai 2014	T3 1 ^{er} févr. 2014	T2 2 nov. 2013		
(en millions de dollars, sauf les montants par action)										
Ventes	6 249,2	\$ 5 770,5	\$ 5 940,5	\$ 5 995,1	\$ 6 222,7	\$ 5 944,3	\$ 6 003,9	\$ 4 414,3	\$	
BAIIA	314,1	236,3	322,3	323,8	342,5	147,2	188,6	196,3		
Résultat d'exploitation	195,5	115,9	203,4	203,7	219,4	22,7	65,0	105,9		
Résultat net lié aux activités poursuivies ²⁾	108,8	55,4	123,6	116,9	123,1	1,5	6,4	60,5		
Résultat net lié aux activités abandonnées ³⁾	-	-	-	-	-	(0,7)	(6,0)	108,7		
Résultat net ²⁾	108,8	\$ 55,4	\$ 123,6	\$ 116,9	\$ 123,1	\$ 0,8	\$ 0,4	\$ 169,2	\$	
Résultat de base par action										
Résultat net lié aux activités poursuivies ²⁾	1,18	\$ 0,60	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 1,33	\$ 0,02	\$ 0,07	\$ 0,89	\$	
Résultat net lié aux activités abandonnées ³⁾	-	-	-	-	-	(0,01)	(0,07)	1,60		
Résultat net ²⁾	1,18	\$ 0,60	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 1,33	\$ 0,01	\$ -	\$ 2,49	\$	
Nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation (en millions)	92,3	92,3	92,3	92,3	92,3	92,3	92,0	68,0		
Résultat dilué par action										
Résultat net lié aux activités poursuivies ²⁾	1,18	\$ 0,60	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 1,33	\$ 0,02	\$ 0,07	\$ 0,89	\$	
Résultat net lié aux activités abandonnées ³⁾	-	-	-	-	-	(0,01)	(0,07)	1,59		
Résultat net ²⁾	1,18	\$ 0,60	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 1,33	\$ 0,01	\$ -	\$ 2,48	\$	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (en millions)	92,5	92,5	92,4	92,3	92,3	92,4	92,1	68,2		

- 1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.
- 2) Déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.
- 3) Les résultats financiers d'Empire Theatres, tels qu'ils ont été comptabilisés précédemment dans le secteur des placements et autres activités, ont été inclus dans les activités abandonnées.

Une analyse des résultats financiers des périodes correspondantes révèle ce qui suit :

- Les résultats des troisième et quatrième trimestres de 2015 montrent une baisse des ventes, comparativement aux trimestres correspondants de 2014, attribuable à la rationalisation du réseau, à l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur les ventes de carburant et aux dessaisissements exigés par le Bureau de la concurrence;
- Les résultats du deuxième trimestre de 2015 ont été supérieurs à ceux de la période correspondante de 2014, en raison de l'intégration des résultats des activités de Safeway. Le trimestre clos le 1^{er} février 2014 est le premier trimestre qui comprend les activités de Safeway.

Les ventes comprennent les fluctuations attribuables aux pressions inflationniste et déflationniste du marché d'un trimestre à l'autre. La Société enregistre des fluctuations saisonnières, comme en témoignent les résultats présentés dans le tableau précédent, en particulier au cours des mois d'été et des périodes des fêtes. Les ventes, le BAIIA, le résultat d'exploitation et le résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, ont été touchés par les activités de Safeway, les ajustements inhabituels, les autres activités d'investissement, le milieu concurrentiel, les mesures de gestion des coûts, le prix des aliments et les tendances du secteur d'activité en général, et par d'autres facteurs de risque dont il est fait mention à la rubrique « Gestion du risque » du rapport de gestion annuel pour l'exercice 2015.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le tableau qui suit souligne les principales composantes des flux de trésorerie pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 par rapport à la période de 13 semaines close le 2 août 2014.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014 ¹⁾
Résultat net	119,1 \$	131,4 \$
Éléments hors trésorerie et autres éléments de trésorerie	217,9	232,3
Variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie	6,0	32,1
Impôt sur le résultat payé, montant net	(27,2)	(18,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	315,8	377,3
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(162,3)	(33,8)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(65,4)	(382,6)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	88,1 \$	(39,1) \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie de la période écoulée.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour le premier trimestre ont totalisé 315,8 M\$, comparativement à 377,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2015, soit une baisse de 61,5 M\$. Cette diminution est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de la variation nette du fonds de roulement hors trésorerie;
- une diminution des éléments hors trésorerie et des autres éléments de trésorerie.

Le tableau suivant présente le fonds de roulement hors trésorerie et la ventilation de la variation nette du fonds de roulement hors trésorerie pour le premier trimestre de l'exercice 2016 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2015.

(en millions de dollars)	1 ^{er} août 2015	2 mai 2015	Périodes de 13 semaines closes les	
			Variation pour le premier trimestre de l'exercice 2016	Variation pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ¹⁾
Créances	489,6 \$	507,4 \$	17,8 \$	(24,5) \$
Stocks	1 331,2	1 260,6	(70,6)	14,8
Charges payées d'avance	141,7	120,5	(21,2)	(13,5)
Fournisseurs et charges à payer	(2 365,1)	(2 265,8)	99,3	78,5
Provisions	(109,6)	(122,1)	(12,5)	(7,8)
Incidence des reclassements sur le fonds de roulement	6,8	-	(6,8)	(15,4)
Total	(505,4) \$	(313,3) \$	6,0 \$	32,1 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé de la situation financière de la période écoulée.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016 :

- Les stocks ont affiché une augmentation de 70,6 M\$, contre une diminution de 14,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Dans l'Ouest, les stocks des centres de distribution ont augmenté en raison des difficultés découlant de l'intégration technique des activités de Safeway ainsi que de l'acquisition de Coop Atlantique. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, 43 emplacements ont été fermés, d'où une diminution des stocks par rapport aux niveaux habituels.
- Les créances ont diminué de 17,8 M\$, alors qu'elles avaient augmenté de 24,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du reclassement de certains soldes; en outre, une créance comptabilisée au quatrième trimestre de 2015 relativement à l'acquisition d'Agropur a été réglée au cours du premier trimestre de l'exercice 2016.

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 128,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016, comparativement aux sorties de trésorerie pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- une réduction du produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement découlant des dessaisissements exigés par le Bureau de la concurrence au cours de l'exercice 2015, dans le cadre de l'acquisition de Canada Safeway;
- l'acquisition de Coop Atlantique;
- une hausse des sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement.

Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de 37,0 M\$ des placements attribuable à un placement d'environ 40,0 M\$ en titres de capitaux propres dans le FPI Crombie au cours du premier trimestre de l'exercice 2015.

Le tableau qui suit indique le nombre total de magasins dans lesquels Sobeys a investi au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, par rapport à la période de 13 semaines close le 2 août 2014.

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Nombre de magasins		
Ouvertures/relocalisations/acquisitions	17	24
Agrandissements	5	-
Changements de bannière/réaménagements	11	2
Fermetures – cours normal des activités	7	9
Dessaisissements – exigés par le Bureau de la concurrence	-	11
Fermetures – rationalisation du réseau	-	23

Le tableau qui suit indique la variation de la superficie en pieds carrés de Sobeys par type d'activité pour les périodes de 13 et de 52 semaines closes le 1^{er} août 2015 :

	Période de 13 semaines close le 1 ^{er} août 2015	Période de 52 semaines close le 1 ^{er} août 2015
Superficie (en milliers de pieds carrés)		
Ouvertures	111	490
Relocalisations	34	169
Acquisitions	49	72
Agrandissements	47	86
Fermetures – cours normal des activités	(32)	(125)
Variation nette avant l'incidence de la rationalisation du réseau	209	692
Fermetures – rationalisation du réseau	-	(669)
Variation nette, compte tenu de la rationalisation du réseau	209	23

Au 1^{er} août 2015, Sobeys occupait une superficie totale de 37,8 millions de pieds carrés, en hausse négligeable par rapport aux 37,8 millions de pieds carrés exploités à la clôture du premier trimestre de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de la fermeture de magasins attribuable à la rationalisation du réseau, la superficie en pieds carrés aurait augmenté de 1,9 %.

Activités de financement

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 65,4 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 382,6 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. La diminution des sorties de trésorerie est principalement attribuable à la réduction du remboursement sur la dette à long terme, facteur contrebalancé en partie par le placement privé, par Sobeys, de billets de premier rang non garantis à taux variable d'un capital total de 300,0 M\$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2015. Le produit net de cette émission de titres d'emprunt, jumelé aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et au produit tiré de la vente de magasins, a été affecté au remboursement des emprunts bancaires.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles¹⁾ servent à mesurer la variation de la trésorerie disponible pour le remboursement de la dette, le paiement de dividendes et d'autres activités d'investissement et de financement. Le tableau suivant présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les PCGR pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 et la période de 13 semaines close le 2 août 2014.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	315,8 \$	377,3 \$
Ajouter : Produits de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	43,9	119,8
Déduire : Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(142,9)	(105,8)
Flux de trésorerie disponibles	216,8 \$	391,3 \$

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Les flux de trésorerie disponibles pour le premier trimestre de l'exercice 2016 ont totalisé 216,8 M\$, comparativement à 391,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Cette baisse découle d'une diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et d'une diminution du produit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement essentiellement liée au dessaisissement de 11 magasins au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, exigé dans le cadre de l'acquisition de Canada Safeway.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Structure du capital

Au 1^{er} août 2015, le capital-actions de la Société s'établissait comme suit :

	Nombre d'actions autorisé	Nombre d'actions émises et en circulation	En millions de dollars
Actions privilégiées de 2002, valeur nominale de 25 \$ chacune, à émettre en séries	991 980 000	-	- \$
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	257 044 056	59 633 835	2 102,5
Actions ordinaires de catégorie B, sans valeur nominale, avec droit de vote	40 800 000	32 712 693	7,3
			2 109,8 \$

Principales mesures de la situation financière

Les principales mesures de la situation financière sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions de dollars, sauf les montants par action et les ratios)	1 ^{er} août 2015	2 mai 2015 ¹⁾	2 août 2014 ¹⁾²⁾
Capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle	6 078,1 \$	5 983,8 \$	5 775,3 \$
Valeur comptable par action ordinaire ³⁾	65,82 \$	64,81 \$	62,56 \$
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	2 272,0 \$	2 290,9 \$	3 170,0 \$
Ratio de la dette consolidée sur le capital total ³⁾	27,2 %	27,7 %	35,4 %
Ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net ³⁾	23,7 %	25,0 %	32,5 %
Ratio de la dette consolidée sur le BAIIA ³⁾⁴⁾⁵⁾	1,9 x	1,9 x	3,6 x
Ratio du BAIIA sur la charge d'intérêts ³⁾⁴⁾⁶⁾	9,5 x	8,9 x	5,6 x
Ratio des actifs courants sur les passifs courants	0,8 x	0,9 x	1,0 x
Total de l'actif	11 632,3 \$	11 468,4 \$	12 099,2 \$

- 1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.
- 2) Les montants ont été retraités après la répartition définitive du prix d'acquisition de Canada Safeway. Se reporter à la rubrique « Acquisition d'entreprises » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2015.
- 3) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.
- 4) Les ratios relatifs à la période close le 2 août 2014 ne comprennent pas le BAIIA ni la charge d'intérêts liée aux activités abandonnées.
- 5) Calculé à partir du BAIIA pour les quatre derniers trimestres.
- 6) Calculé à partir du BAIIA et de la charge d'intérêts pour les quatre derniers trimestres

Le ratio de la dette consolidée sur le capital total a diminué de 0,5 point de pourcentage pour se fixer à 27,2 % au 1^{er} août 2015, comparativement à 27,7 % au 2 mai 2015.

Le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA est demeuré stable à 1,9 fois au 2 mai 2015. L'augmentation du ratio de couverture de la charge d'intérêts sur le BAIIA (9,5 fois, contre 8,9 fois au 2 mai 2015) est attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur 12 mois (126,3 M\$, contre 137,3 M\$ au 2 mai 2015), et à la baisse du BAIIA sur 12 mois (1 196,5 M\$, contre 1 226,1 M\$ au 2 mai 2015).

La Société affichait un ratio des actifs courants sur les passifs courants de 0,8 fois au 1^{er} août 2015, comparativement à un ratio de 0,9 fois au 2 mai 2015.

Après le 1^{er} août 2015, Standard and Poor's (« S&P ») a confirmé sa note de BBB- pour Sobeys, mais a révisé sa perspective, la faisant passer de négative à stable. La notation actuelle de Sobeys attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») est BBB (faible) avec une tendance stable.

La Société est d'avis que ses fonds en caisse et ses équivalents de trésorerie, ses facilités de crédit bancaire disponibles et ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation lui permettront de financer les dépenses d'investissement futures, les cotisations au régime de retraite, le fonds de roulement, les obligations courantes découlant de sa dette consolidée et les besoins courants de l'entreprise. La Société est également d'avis qu'elle dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ces exigences et pour

satisfaire à d'autres obligations à court et à long terme. La Société atténue le risque de liquidité potentiel en s'assurant de diversifier les sources de fonds selon l'échéance et la source du crédit.

La Société s'est engagée auprès de ses créanciers à respecter les clauses restrictives des différentes facilités de crédit. Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, la Société respectait l'ensemble des clauses restrictives.

Capitaux propres

L'augmentation de 302,8 M\$ des capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, par rapport à l'exercice 2015, reflète principalement la croissance des résultats non distribués. La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 65,82 \$ au 1^{er} août 2015, comparativement à 62,56 \$ au 2 août 2014.

Le tableau qui suit présente le capital-actions de la Société au 1^{er} août 2015, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
(nombre d'actions)		
Actions de catégorie A sans droit de vote		
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	59 620 737	58 049 484
Émises au cours de la période	13 098	19 225
Émises et en circulation à la clôture de la période	59 633 835	58 068 709
Actions ordinaires de catégorie B		
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	32 712 693	34 260 763
Émises au cours de la période	-	-
Total des actions émises et en circulation à la clôture de la période	32 712 693	34 260 763

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a payé des dividendes ordinaires de 27,7 M\$ (24,9 M\$ en 2015) à ses détenteurs d'actions ordinaires, ce qui représente un montant de 0,30 \$ par action pour les actionnaires ordinaires (0,27 \$ par action en 2015).

Au 9 septembre 2015, la Société comptait 59 633 835 actions de catégorie A sans droit de vote et 32 712 693 actions ordinaires de catégorie B en circulation, ainsi que 1 313 244 options visant l'acquisition d'un total de 1 313 244 actions de catégorie A sans droit de vote.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le conseil d'administration et la haute direction d'Empire sont d'avis que, de temps à autre, le rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote au cours du marché en vigueur constitue une utilisation judicieuse des fonds, en plus d'être dans le meilleur intérêt d'Empire et de ses actionnaires.

En conséquence, le 12 mars 2015, la Société a déposé un avis d'intention auprès de la Bourse de Toronto (la « TSX ») annonçant le rachat aux fins d'annulation d'au plus 1 788 584 actions de catégorie A sans droit de vote qui représentent approximativement 3 % des actions en circulation, sous réserve de l'obtention de l'autorisation des organismes de réglementation. Les rachats se feront par l'intermédiaire de la TSX. Le prix que la Société paiera pour les actions, le cas échéant, sera égal au cours de celles-ci au moment du rachat. Les rachats pourront commencer le 17 mars 2015 et devront se terminer au plus tard le 16 mars 2016. Empire n'a procédé à aucun rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote depuis la date de l'avis.

Instruments financiers

Dans le cadre de la stratégie de gestion des risques d'Empire, la Société surveille activement ses expositions à divers risques financiers, notamment le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises. La Société a parfois recours à des instruments de couverture, lorsqu'elle le juge approprié, afin d'atténuer son exposition aux risques et non à des fins spéculatives. Le recours à ces instruments par la Société n'a pas eu d'incidence significative sur le résultat pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 ou pour la période correspondante de l'exercice 2015.

Lorsque la Société ou ses filiales ont recours à des instruments financiers, elles s'exposent à un risque de crédit lié à la possibilité de défaillance de la contrepartie au contrat. Pour atténuer ce risque, la Société surveille régulièrement la solvabilité de ses diverses contreparties contractuelles et prend, au besoin, des mesures correctives si le profil de crédit de la contrepartie varie de façon importante.

La Société a appliqué la comptabilité de couverture à des contrats de change à terme et à des swaps de taux d'intérêt en date du 1^{er} août 2015. Pour atténuer le risque de change lié à certains des achats libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, Sobeys conclut des contrats de change à terme en répartissant les échéances afin de se protéger contre l'effet des variations de la valeur du dollar canadien par rapport aux autres monnaies.

Sobeys a aussi conclu un swap de devises variable-variable à taux fixe de 1,2775 dollar canadien/dollar américain afin de réduire le risque de change lié à un emprunt à taux variable libellé en dollars américains.

De plus, Sobeys a conclu un swap de taux d'intérêt décroissant pour couvrir les intérêts d'une partie de sa facilité d'acquisition. Le notionnel du swap de taux d'intérêt s'établit à 112,3 M\$ au 1^{er} août 2015, et le swap de taux d'intérêt vient à échéance le 31 décembre 2015.

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, Sobeys a enregistré, dans les autres éléments du résultat global, une plus-value latente négligeable liée à la partie efficace de ces contrats.

Comptabilisation à la juste valeur

Lorsqu'un instrument financier est désigné comme couverture aux fins comptables, il est classé à la juste valeur par le biais du résultat net à l'état de la situation financière et comptabilisé à la juste valeur. Les justes valeurs estimatives des instruments financiers au 1^{er} août 2015 sont fondées sur les cours de marché pertinents et sur l'information disponible à la date de clôture. La Société détermine la juste valeur de chaque instrument financier en référence au cours acheteur, au cours vendeur et au cours moyen externes et de tiers, selon le cas, sur un marché actif. Dans les marchés inactifs, les justes valeurs sont fondées sur des modèles d'évaluation internes et externes, comme les flux de trésorerie actualisés à l'aide de données observables sur les marchés. Les justes valeurs déterminées à l'aide de modèles d'évaluation nécessitent le recours à des hypothèses afin de déterminer le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs prévus et les taux d'actualisation. La Société utilise principalement des données de marché externes, y compris des facteurs comme les courbes de rendement des intérêts et les cours de change à terme, pour déterminer les justes valeurs. Les variations des taux d'intérêt et des cours de change, ainsi que d'autres facteurs, peuvent donner lieu à des fluctuations des justes valeurs de périodes futures. La juste valeur de ces instruments financiers reflète le montant estimé que la Société paierait ou toucherait si elle devait régler les contrats à la date de clôture.

NORMES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les mêmes méthodes comptables que celles qui sont présentées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 2 mai 2015.

Normes et modifications futures

i) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 fournit des directives sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, établit un modèle de dépréciation des pertes sur créances prévues et un nouveau modèle de comptabilité de couverture et précise les informations à fournir correspondantes relatives aux activités de gestion du risque. La norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et devra être appliquée de manière rétrospective, sauf les directives concernant la comptabilité de couverture, qui devront être appliquées de manière prospective. IFRS 9 permet l'adoption anticipée, mais la Société n'a pas actuellement l'intention de s'en prévaloir.

ii) Produits des activités ordinaires

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction*, ainsi que certaines interprétations relatives aux produits. IFRS 15 établit un nouveau modèle de comptabilisation des produits fondé sur le contrôle de même qu'un cadre général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats qui entrent dans le champ d'application des normes portant sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. La nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et devra être appliquée de manière rétrospective. IFRS 15 permet l'adoption anticipée, mais la Société n'a actuellement pas l'intention de s'en prévaloir.

iii) Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers*, afin de clarifier les indications concernant l'importance relative et le regroupement, la présentation des sous-totaux, la structure des états financiers et les informations à fournir sur les méthodes comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. L'adoption anticipée est permise, mais la Société n'a actuellement pas l'intention de s'en prévaloir.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront les nouvelles normes et modifications sur ses états financiers consolidés.

Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques utilisées par la direction de la Société sont analysées dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2015.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de la Société, qui comprend le chef de la direction et le chef des services financiers et administratifs, a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), au sens du Règlement 52-109, « Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs ». Le cadre de contrôle utilisé par la direction pour concevoir et évaluer l'efficacité du CIIF est l'Internal Control Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. Au 1^{er} août 2015, le chef de la direction et le chef des services financiers et administratifs ont évalué l'efficacité du CIIF de la Société et, sur la base de cette évaluation, ils ont conclu à l'efficacité du CIIF de la Société au 1^{er} août 2015, ainsi qu'à l'absence de faiblesses importantes dans la conception ou le fonctionnement du CIIF.

Aucune modification n'a été apportée au CIIF de la Société pour la période ouverte le 3 mai 2015 et close le 1^{er} août 2015 qui ait eu une incidence importante ou serait susceptible d'avoir une incidence importante sur le CIIF de la Société.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions, y compris les contrats de location en cours, conclues entre la Société et le FPI Crombie, qui sont des parties liées, font l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2015. Il n'y a eu aucune modification importante aux obligations contractuelles précisées entre la Société et le FPI Crombie au cours du premier trimestre de l'exercice 2016.

ÉVENTUALITÉS

La Société est mise en cause dans des réclamations et des litiges divers dans le cours normal de ses activités commerciales. La direction de la Société ne considère pas que ces litiges représentent un risque significatif, même si elle ne peut le prédire avec certitude.

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait régulièrement l'objet d'audits menés par les administrations fiscales. Bien que la Société estime que ses déclarations fiscales sont appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par les administrations fiscales.

GESTION DU RISQUE

Les risques et incertitudes liés aux facteurs économiques et au secteur d'activité et la stratégie de la Société en matière de gestion du risque font l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2015.

OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015, la Société a cotisé pour 2,4 M\$ (2,7 M\$ en 2015) à ses régimes enregistrés à prestations définies. La Société prévoit verser environ 9,0 M\$ à ces régimes au cours de l'exercice 2016. La Société continue d'évaluer l'incidence des marchés financiers sur ses besoins de financement.

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES DÉTERMINÉS

Les « dividendes déterminés » bénéficient d'un traitement fiscal avantageux. Pour être considérés comme des dividendes déterminés, les dividendes doivent avoir été désignés comme tels à la date du versement.

Afin de se conformer à la prise de position de l'ARC, Empire a indiqué de façon appropriée sur son site Web que les dividendes versés par Empire sont des dividendes déterminés, à moins d'indication contraire.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures mentionnées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR. Elles peuvent donc ne pas se prêter à une comparaison avec les mesures nommées de la même façon et présentées par d'autres sociétés ouvertes. La direction est d'avis que certaines de ces mesures, y compris le profit brut et le BAIIA, sont des indicateurs importants de la capacité d'Empire à générer des liquidités au moyen de ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de financer ses besoins futurs en matière de fonds de roulement, le service de sa dette en cours et ses dépenses d'investissement futures, et utilise ces mesures à ces fins.

De plus, la direction ajuste certaines de ces mesures ainsi que d'autres mesures comme le BAIIA et le résultat net afin de fournir aux investisseurs et aux analystes des paramètres de performance plus comparables d'un exercice à l'autre que les mesures de base, compte non tenu des éléments qui ne sont pas considérés comme indicateurs de la performance d'exploitation sous-jacente de la Société.

Ces mesures financières non conformes aux PCGR ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire utile aux investisseurs et aux analystes. Les mesures financières non conformes aux PCGR ne devraient pas être prises en compte isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Société figurant dans le présent rapport de gestion sont définies comme suit :

- Les ventes des magasins comparables sont celles des magasins situés aux mêmes emplacements pour les deux périodes présentées.
- Le profit brut s'entend des ventes moins le coût des ventes.
- La marge brute s'entend du profit brut divisé par les ventes. La direction est d'avis que la marge brute est un indicateur important du contrôle des coûts et qu'elle peut aider les gestionnaires, les analystes et les investisseurs à évaluer le contexte concurrentiel et l'environnement promotionnel du secteur dans lequel la Société exerce ses activités. Un pourcentage croissant indique un coût des ventes moins élevé en pourcentage des ventes.
- Le bénéfice avant les intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles (« BAIIA ») s'entend du calcul du résultat net, avant les charges financières (après les produits financiers), l'impôt sur le résultat et l'amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles. L'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles élimine en partie l'incidence sans effet sur la trésorerie du résultat d'exploitation.
- La marge du BAIIA s'entend du BAIIA divisé par les ventes. La direction est d'avis que la marge du BAIIA est un indicateur important du contrôle des frais fixes et des frais variables (compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles) et peut aider les gestionnaires, les analystes et les investisseurs à évaluer le contexte concurrentiel et l'environnement promotionnel du secteur ainsi que la gestion globale des coûts d'exploitation fixes et variables. Un pourcentage croissant indique des coûts d'exploitation moins élevés en pourcentage des ventes.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA et des mesures conformes aux PCGR :

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014 ¹⁾
Résultat d'exploitation	195,5 \$	219,4 \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement	96,7	100,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	21,9	22,2
BAIIA	314,1 \$	342,5 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé de la situation financière de la période écoulée.

- Le BAIIA ajusté s'entend du BAIIA compte non tenu des éléments qui ne sont pas considérés comme indicateurs de la performance d'exploitation sous-jacente de la Société. Ces ajustements comprennent des éléments qui ne sont pas récurrents ou qui sont inhabituels et des éléments qui, lorsqu'ils sont ajustés, se traduisent par une représentation économique plus précise des activités commerciales sous-jacentes sur une base comparative. Les éléments non significatifs pour les résultats de la période considérée ou de la période correspondante ne font plus l'objet d'un ajustement par la Société. Le BAIIA ajusté est rapproché du BAIIA dans les paragraphes respectifs des rubriques intitulées « Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés », « Vente au détail de produits alimentaires » et « Placements et autres activités » du présent rapport de gestion.
- La marge du BAIIA ajusté s'entend du BAIIA ajusté divisé par les ventes.
- La charge d'intérêts s'entend de la charge d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti, majorée des pertes sur les couvertures des flux de trésorerie reclassées à partir des autres éléments du résultat global. La direction est d'avis que la charge d'intérêts représente une mesure plus précise de la charge au titre du service de la dette de la Société, compte non tenu du total des produits financiers.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la charge d'intérêts et des mesures conformes aux PCGR :

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014 ¹⁾
Charges financières, montant net	32,9 \$	43,6 \$
Plus : produits financiers	0,8	0,7
Plus : profits liés à la juste valeur des contrats à terme	0,3	-
Moins : charges financières liées à la retraite, montant net	(3,0)	(3,1)
Moins : charge de désactualisation liée aux provisions	(3,2)	(2,4)
Charge d'intérêts	27,8 \$	38,8
Charge d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti	27,7 \$	38,7 \$
Pertes sur les couvertures des flux de trésorerie reclassées à partir des autres éléments du résultat global	0,1	0,1
Charge d'intérêts	27,8 \$	38,8 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.

- La couverture des intérêts s'entend du résultat d'exploitation divisé par la charge d'intérêts.
- Le résultat net ajusté lié aux activités poursuivies s'entend du résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, compte non tenu des éléments qui ne sont pas considérés comme indicateurs de la performance d'exploitation sous-jacente de la Société. Ces ajustements comprennent des éléments qui ne sont pas récurrents par nature et des éléments qui, lorsqu'ils sont ajustés, se traduisent par une représentation économique plus précise des activités commerciales sous-jacentes sur une base comparative. Les éléments non significatifs pour les résultats de la période considérée ou de la période correspondante ne font plus l'objet d'un ajustement par la Société. Le résultat net ajusté fait l'objet d'un rapprochement dans les paragraphes respectifs des rubriques intitulées « Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés », « Vente au détail de produits alimentaires » et « Placements et autres activités » du présent rapport de gestion.
- La dette consolidée s'entend de toute dette portant intérêt, notamment les emprunts bancaires, les acceptations bancaires et la dette à long terme. La direction est d'avis que la dette consolidée représente le meilleur indicateur du total des obligations financières de la Société aux termes desquelles elle verse des intérêts.

- La dette consolidée nette s'entend de la dette consolidée, diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La direction est d'avis que la déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la dette consolidée donne une mesure plus exacte des obligations financières de la Société, alors que l'intégralité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est appliquée sur l'obligation totale.
- Le capital total s'entend de la dette consolidée et des capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle.
- Le capital total net s'entend du capital total diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- Le ratio de la dette consolidée sur le capital total s'entend de la dette consolidée divisée par le capital total.
- Le ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net s'entend de la dette consolidée nette sur le capital total net. La direction est d'avis que le ratio de la dette consolidée sur le capital total et le ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net représentent des mesures sur lesquelles l'évolution de la structure du capital de la Société peut être analysée au fil du temps. Des ratios croissants indiqueraient que la Société a recours à un montant accru de dette dans sa structure du capital pour financer ses activités.

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement de la dette consolidée, de la dette consolidée nette, du capital total net et du capital total de la Société avec les mesures conformes aux PCGR présentées dans les états de la situation financière au 1^{er} août 2015, au 2 mai 2015 et au 2 août 2014.

(en millions de dollars)	1 ^{er} août 2015	2 mai 2015 ¹⁾	2 août 2014 ¹⁾
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	333,2 \$	53,9 \$	76,8 \$
Dette à long terme	1 938,8	2 237,0	3 093,2
Dette consolidée	2 272,0	2 290,9	3 170,0
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(384,0)	(295,9)	(390,2)
Dette consolidée nette	1 888,0	1 995,0	2 779,8
Total des capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle	6 078,1	5 983,8	5 775,3
Capital total net	7 966,1 \$	7 978,8 \$	8 555,1 \$

(en millions de dollars)	1 ^{er} août 2015	2 mai 2015	2 août 2014
Dette consolidée	2 272,0 \$	2 290,9 \$	3 170,0 \$
Total des capitaux propres, déduction faite des participations minoritaires	6 078,1	5 983,8	5 775,3
Capital total	8 350,1 \$	8 274,7 \$	8 945,3 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé de la situation financière de la période écoulée.

- Le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA s'entend de la dette consolidée divisée par le BAIIA pour les quatre derniers trimestres. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la situation financière de la Société. Un ratio croissant indiquerait un accroissement de la dette de la Société par dollar de BAIIA généré.
- Le ratio du BAIIA sur la charge d'intérêts s'entend du BAIIA pour les quatre derniers trimestres, divisé par la charge d'intérêts pour les quatre derniers trimestres. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la couverture de sa charge d'intérêts sur ses obligations financières. Un ratio croissant indiquerait que la Société génère un BAIIA plus élevé par dollar de charge d'intérêts, ce qui se traduirait par une couverture d'intérêts plus élevée.
- La valeur comptable par action ordinaire s'entend des capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle, divisés par le total des actions ordinaires en circulation.

Le tableau qui suit présente le calcul de la valeur comptable de l'action ordinaire d'Empire au 1^{er} août 2015, au 2 mai 2015 et au 2 août 2014.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	1 ^{er} août 2015	2 mai 2015	2 août 2014
Capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle	6 078,1 \$	5 983,8 \$	5 775,3 \$
Actions en circulation (de base)	92,338	92,333	92,322
Valeur comptable par action ordinaire	65,82 \$	64,81 \$	62,56 \$

- Les flux de trésorerie disponibles sont calculés comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, majorés du produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement. La direction utilise les flux de trésorerie disponibles comme mesure pour évaluer le montant de trésorerie disponible pour le remboursement de la dette, le versement de dividendes et d'autres activités de financement et d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles sont rapprochés des mesures conformes aux PCGR présentées dans les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie dans la rubrique intitulée « Flux de trésorerie disponibles » du présent rapport de gestion.

Pour obtenir d'autres informations financières sur Empire, notamment sa notice annuelle, veuillez consulter le site Web de la Société, à www.empireco.ca, ou le site Web de SEDAR pour consulter les dépôts réglementaires canadiens, à www.sedar.com.

Daté : 9 septembre 2015

Stellarton (Nouvelle-Écosse) Canada

Empire Company Limited
États consolidés résumés de la situation financière

Aux (non audités) (en millions de dollars canadiens)	1^{er} août 2015	2 mai 2015	2 août 2014
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	384,0 \$	295,9 \$	390,2 \$
Créances	489,6	507,4	483,8
Stocks (note 4)	1 331,2	1 260,6	1 295,4
Charges payées d'avance	141,7	120,5	127,2
Prêts et autres créances	24,1	24,8	27,4
Actif d'impôt exigible	14,7	18,9	27,4
Actifs détenus en vue de la vente (note 5)	23,7	47,8	125,8
	2 409,0	2 275,9	2 477,2
Prêts et autres créances	95,0	88,5	67,8
Placements	25,2	25,1	25,0
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 6)	567,6	577,8	580,1
Autres actifs	45,3	48,4	30,5
Immobilisations corporelles	3 540,9	3 500,4	3 657,2
Immeubles de placement	108,6	104,2	106,9
Immobilisations incorporelles	937,1	938,0	966,0
Goodwill	3 812,9	3 799,2	4 066,4
Actifs d'impôt différé	90,7	110,9	122,1
	11 632,3 \$	11 468,4 \$	12 099,2 \$
PASSIF			
Passifs courants			
Fournisseurs et charges à payer	2 365,1 \$	2 265,8 \$	2 323,4 \$
Passif d'impôt exigible	34,2	40,9	21,1
Provisions (note 7)	109,6	122,1	74,6
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	333,2	53,9	76,8
	2 842,1	2 482,7	2 495,9
Provisions (note 7)	153,2	142,9	143,1
Dette à long terme	1 938,8	2 237,0	3 093,2
Autres passifs non courants	448,0	458,0	420,7
Passifs d'impôt différé	113,5	110,9	125,1
	5 495,6	5 431,5	6 278,0
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	2 109,8	2 109,4	2 109,3
Surplus d'apport	9,3	8,2	5,0
Résultats non distribués	3 949,4	3 859,9	3 663,3
Cumul des autres éléments du résultat global	9,6	6,3	(2,3)
	6 078,1	5 983,8	5 775,3
Participations ne donnant pas le contrôle	58,6	53,1	45,9
	6 136,7	6 036,9	5 821,2
	11 632,3 \$	11 468,4 \$	12 099,2 \$

Se reporter aux notes annexes.

Au nom du conseil,

(signé) « Rob Dexter »
Administrateur

(signé) « Marc Poulin »
Administrateur

Empire Company Limited
États consolidés résumés du résultat net

Périodes de 13 semaines closes les (non audités) (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	1^{er} août 2015	2 août 2014
Ventes	6 249,2 \$	6 222,7 \$
Autres produits, montant net (note 8)	15,5	5,1
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	12,4	15,5
Charges d'exploitation		
Coût des ventes	4 733,2	4 676,9
Frais de vente et charges administratives	1 348,4	1 347,0
Résultat d'exploitation	195,5	219,4
Charges financières, montant net (note 9)	32,9	43,6
Résultat avant impôt sur le résultat	162,6	175,8
Impôt sur le résultat	43,5	44,4
Résultat net	119,1 \$	131,4 \$
Résultat net pour la période attribuable aux :		
Participations ne donnant pas le contrôle	10,3 \$	8,3 \$
Propriétaires de la société mère	108,8	123,1
	119,1 \$	131,4 \$
Résultat par action (note 10)		
De base	1,18 \$	1,33 \$
Dilué	1,18 \$	1,33 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, en millions (note 10)		
De base	92,3	92,3
Dilué	92,5	92,3

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited
États consolidés résumés du résultat global

Périodes de 13 semaines closes les (non audités) (en millions de dollars canadiens)	1^{er} août 2015	2 août 2014
Résultat net	119,1 \$	131,4 \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		
Profits latents (pertes latentes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (après impôt sur le résultat de (1,4) \$ (0,5 \$ en 2014))	3,7	(1,3)
Reclassement en résultat net des pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (après impôt sur le résultat de néant (néant en 2014))	0,1	0,1
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de néant (néant en 2014))	0,1	0,1
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (après impôt sur le résultat de (0,1) \$ (néant en 2014))	0,2	0,2
Écarts de change découlant de la conversion des résultats des établissements à l'étranger	(0,8)	(2,4)
	3,3	(3,3)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Gains actuariels (pertes actuarielles) sur les régimes à prestations définies (après impôt sur le résultat de (2,5) \$ (7,4 \$ en 2014))	8,4	(20,8)
Résultat global	130,8 \$	107,3 \$
Résultat global pour la période attribuable aux :		
Participations ne donnant pas le contrôle	10,3 \$	8,3 \$
Propriétaires de la société mère	120,5	99,0
	130,8 \$	107,3 \$

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited
États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(non audités) (en millions de dollars canadiens)	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total attribuable à la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 3 mai 2014	2 108,6 \$	5,0 \$	1,0 \$	3 585,9 \$	5 700,5 \$	41,0 \$	5 741,5 \$
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(24,9)	(24,9)	-	(24,9)
Options sur actions	0,7	-	-	-	0,7	-	0,7
Transactions portant sur les capitaux propres avec des entités structurées	-	-	-	-	-	(3,4)	(3,4)
Transactions avec les propriétaires	0,7	-	-	(24,9)	(24,2)	(3,4)	(27,6)
Résultat net	-	-	-	123,1	123,1	8,3	131,4
Autres éléments du résultat global	-	-	(3,3)	(20,8)	(24,1)	-	(24,1)
Résultat global pour la période	-	-	(3,3)	102,3	99,0	8,3	107,3
Solde au 2 août 2014	2 109,3 \$	5,0 \$	(2,3) \$	3 663,3 \$	5 775,3 \$	45,9 \$	5 821,2 \$
Solde au 2 mai 2015	2 109,4 \$	8,2 \$	6,3 \$	3 859,9 \$	5 983,8 \$	53,1 \$	6 036,9 \$
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(27,7)	(27,7)	-	(27,7)
Options sur actions	0,4	1,1	-	-	1,5	-	1,5
Transactions portant sur les capitaux propres effectuées avec des entités structurées	-	-	-	-	-	(4,8)	(4,8)
Transactions effectuées avec les propriétaires	0,4	1,1	-	(27,7)	(26,2)	(4,8)	(31,0)
Résultat net	-	-	-	108,8	108,8	10,3	119,1
Autres éléments du résultat global	-	-	3,3	8,4	11,7	-	11,7
Résultat global pour la période	-	-	3,3	117,2	120,5	10,3	130,8
Solde au 1^{er} août 2015	2 109,8 \$	9,3 \$	9,6 \$	3 949,4 \$	6 078,1 \$	58,6 \$	6 136,7 \$

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

Périodes de 13 semaines closes les (non audités) (en millions de dollars canadiens)	1^{er} août 2015	2 août 2014
Activités d'exploitation		
Résultat net	119,1 \$	131,4 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	96,7	100,9
Impôt sur le résultat	43,5	44,4
Charges financières, montant net (note 9)	32,9	43,6
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	21,9	22,2
(Profit) perte sur la sortie d'actifs	(8,0)	2,3
Dépréciation d'actifs non financiers, montant net	4,4	0,1
Dotation aux amortissements d'éléments différés	3,1	3,1
Quote-part du résultat d'autres entités, déduction faite des distributions reçues	12,7	12,0
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	1,1	1,4
Augmentation de l'obligation liée à un contrat de location à long terme	1,9	1,6
Augmentation des provisions non courantes	6,6	-
Régime d'options sur actions	1,1	0,7
Variation nette des éléments du fonds de roulement sans effet sur la trésorerie	6,0	32,1
Impôt sur le résultat payé, montant net	(27,2)	(18,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	315,8	377,3
Activités d'investissement		
Augmentation des placements	(3,0)	(40,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(142,9)	(105,8)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	43,9	119,8
Entrées d'immobilisations incorporelles	(19,9)	(7,6)
Prêts et autres créances	(5,8)	3,6
Autres actifs et autres passifs non courants	10,4	(3,0)
Acquisitions d'entreprises (note 12)	(45,5)	(1,3)
Intérêts reçus	0,5	0,5
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(162,3)	(33,8)
Activités de financement		
Émission de la dette à long terme	28,6	348,0
Coûts liés au financement par emprunt	-	(0,9)
Remboursement de la dette à long terme	(51,8)	(684,4)
Intérêts versés	(9,7)	(17,7)
Émission d'actions de catégorie A sans droit de vote, montant net	-	0,7
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(27,7)	(24,9)
Participation ne donnant pas le contrôle	(4,8)	(3,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(65,4)	(382,6)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	88,1	(39,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	295,9	429,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	384,0 \$	390,2 \$

Se reporter aux notes annexes.

1. Entité présentant l'information financière

Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») est une société canadienne dont les principales activités touchent la vente au détail de produits alimentaires et les activités immobilières connexes. La Société est constituée au Canada et son siège social est situé au 115 King Street, Stellarton (Nouvelle-Écosse), Canada, B0K 1S0. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la période close le 1^{er} août 2015 comprennent les comptes d'Empire, de toutes les filiales, y compris ceux de Sobeys Inc. (« Sobeys »), filiale entièrement détenue, et de certaines entreprises considérées comme des entités structurées sur lesquelles la Société exerce un contrôle autrement que par la détention de la majorité des droits de vote. Les participations sur lesquelles la Société exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société exerce ses activités dans deux secteurs à présenter, soit la « Vente au détail de produits alimentaires » et les « Placements et autres activités », comme il est décrit à la note 11, « Information sectorielle ». Les activités de la Société dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires subissent l'incidence de facteurs saisonniers et dépendent aussi des périodes de fêtes. Les ventes au détail sont habituellement plus élevées au premier trimestre de la Société. L'exercice de la Société se termine le premier samedi de mai. Par conséquent, l'exercice comprend généralement 52 semaines, mais il compte 53 semaines tous les cinq ou six ans.

2. Mode de préparation

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle a été publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Par conséquent, certaines informations, y compris celles des notes, qui figurent normalement dans les états financiers consolidés annuels ont été omises ou résumées. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 2 mai 2015, lesquels ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'IASB.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été approuvée par le conseil d'administration le 9 septembre 2015.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des actifs et des passifs suivants, qui sont présentés à leur juste valeur : les instruments financiers, y compris les dérivés, classés à la juste valeur par le biais du résultat net, les instruments financiers classés comme disponibles à la vente et les régimes de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités exige que la direction porte des jugements, effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés et les notes annexes. Les estimations, jugements et hypothèses sont liés entre eux. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les révisions apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et dans toute période future touchée.

Les estimations, les jugements et les hypothèses qui pourraient avoir une incidence importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont présentés dans les états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 2 mai 2015 et demeurent inchangés pour la période close le 1^{er} août 2015.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon les mêmes méthodes comptables que celles présentées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 2 mai 2015.

Normes et modifications futures

i) Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la IFRS 9 *Instruments financiers*, qui remplace IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 fournit des directives sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, établit un modèle de dépréciation des pertes sur créances prévues et un nouveau modèle de comptabilité de couverture et précise les informations à fournir correspondantes relatives aux activités de gestion du risque. La norme sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et devra être appliquée de manière rétrospective, sauf les directives concernant la comptabilité de couverture, qui doit l'être de manière prospective. IFRS 9 permet l'adoption anticipée, mais la Société n'a pas actuellement l'intention de s'en prévaloir.

ii) Produits des activités ordinaires

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*. IFRS 15 remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires* et IAS 11 *Contrats de construction*, ainsi que certaines interprétations relatives aux produits. IFRS 15 établit un nouveau modèle de comptabilisation des produits fondé sur le contrôle de même qu'un cadre général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats qui entrent dans le champ d'application des normes portant sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. La nouvelle norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et devra être appliquée de manière rétrospective. IFRS 15 permet l'adoption anticipée, mais la Société n'a pas actuellement l'intention de s'en prévaloir.

iii) Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a apporté des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers*, qui donne des directives plus claires sur l'importance relative et le regroupement, la présentation des sous-totaux, la structure des états financiers et la présentation des méthodes comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. L'adoption anticipée est autorisée, mais la Société n'a actuellement pas l'intention de s'en prévaloir.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'auront les nouvelles normes et modifications sur ses états financiers consolidés.

4. Stocks

Le coût des stocks comptabilisé en tant que charges pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 s'est élevé à 4 733,2 \$ (4 676,9 \$ au 2 août 2014). La Société a comptabilisé une charge de 1,9 \$ (7,7 \$ au 2 août 2014) correspondant à la réduction de valeur des stocks à la valeur nette de réalisation pour les stocks disponibles au 1^{er} août 2015. Il n'y a eu aucune reprise des stocks déjà réduits (néant au 2 août 2014).

5. Actifs détenus en vue de la vente

Le 22 mai 2015, la Société a vendu un immeuble à un tiers, pour un produit de 8,7 \$ qui correspondait à la valeur comptable.

Le 30 juin 2015, la Société a vendu un immeuble à un tiers puis l'a repris à bail. Le produit total de la transaction s'est chiffré à 26,0 \$ et a donné lieu à un profit de 8,9 \$. Le produit total servira à rembourser les emprunts bancaires.

6. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Participations dans des entreprises associées		
Fonds de placement immobilier Crombie (« FPI Crombie »)	362,1 \$	369,4 \$
Partenariats immobiliers canadiens	141,8	141,3
Partenariats immobiliers américains	54,3	59,7
Participations dans des coentreprises		
Canadian Digital Cinema Partnership (« CDCP »)	9,4	9,7
Total	567,6 \$	580,1 \$

Les justes valeurs des participations fondées sur une bourse se présentent comme suit :

	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
FPI Crombie	687,8 \$	717,2 \$

Les partenariats immobiliers canadiens et américains et CDCP ne sont pas inscrits en bourse; par conséquent, il n'existe pas de cours publiés.

7. Provisions

1 ^{er} août 2015	Contrats de location	Frais juridiques	Frais environne- mentaux	Frais de restructur- ation	Autres	Total
Solde d'ouverture	21,7 \$	9,6 \$	40,4 \$	190,3 \$	3,0 \$	265,0 \$
Reprises dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	-	-	0,5	-	-	0,5
Provisions constituées	2,8	1,4	0,7	10,9	-	15,8
Provisions utilisées	(1,3)	(1,7)	(0,5)	(17,6)	(0,1)	(21,2)
Provisions reprises	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	(0,5)
Variation liée à l'actualisation	0,8	-	0,3	2,1	-	3,2
Solde de clôture	23,8 \$	9,2 \$	41,3 \$	185,6 \$	2,9 \$	262,8 \$
Courantes	11,0 \$	9,2 \$	3,2 \$	83,5 \$	2,7 \$	109,6 \$
Non courantes	12,8	-	38,1	102,1	0,2	153,2
Total	23,8 \$	9,2 \$	41,3 \$	185,6 \$	2,9 \$	262,8 \$

8. Autres produits, montant net

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Profit (perte) sur la sortie d'actifs	8,0 \$	(2,3) \$
Revenus locatifs tirés des immeubles détenus	7,5	7,4
Total	15,5 \$	5,1 \$

9. Charges financières, montant net

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Produits financiers		
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	0,5 \$	0,5 \$
Revenu de placement	0,3	0,2
Total des produits financiers	0,8	0,7
Charges financières		
Charge d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti	27,7	38,7
Profits liés à la juste valeur de contrats à terme	(0,3)	-
Pertes sur les couvertures de flux de trésorerie reclassées à partir des autres éléments du résultat global	0,1	0,1
Charges financières liées à la retraite, montant net	3,0	3,1
Charge de désactualisation des provisions	3,2	2,4
Total des charges financières	33,7	44,3
Charges financières, montant net	32,9 \$	43,6 \$

10. Résultat par action

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le résultat de base par action	92 337 842	92 321 655
Actions présumées être émises sans contrepartie relativement aux paiements fondés sur des actions	146 967	-
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le résultat dilué par action	92 484 809	92 321 655

11. Information sectorielle

Le conseil d'administration a déterminé, selon la structure de gestion et le système d'information interne de la Société, que les secteurs à présenter sont la vente au détail de produits alimentaires et les placements et autres activités. Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires comprend cinq secteurs opérationnels : Sobeys Ouest, Sobeys Ontario, Sobeys Québec, Sobeys Atlantique et Lawtons. Ces secteurs opérationnels ont été regroupés en un seul secteur à présenter, soit « vente au détail de produits alimentaires », car ils présentent des caractéristiques économiques similaires, comme l'offre de produit, la clientèle et les modes de distribution. Le secteur des placements et autres activités comprend essentiellement les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie, les partenariats immobiliers et diverses autres activités de la Société.

Les résultats et les actifs des secteurs opérationnels comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent y être affectés de façon raisonnable.

Ces secteurs opérationnels sont gérés séparément, car chacun de ceux-ci nécessite des technologies et des ressources différentes ainsi que des démarches de commercialisation distinctes. Tous les transferts intersectoriels sont comptabilisés à des prix établis dans des conditions de concurrence normale. Pour la présentation de l'information sectorielle, la Société utilise des méthodes d'évaluation conformes à IFRS 8 *Secteurs opérationnels* qui sont les mêmes que celles utilisées dans ses états financiers consolidés.

Il n'y a eu aucune affectation asymétrique entre les secteurs.

Empire Company Limited
Notes annexes
1^{er} août 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Toutes les ventes sont générées par le secteur de la vente au détail de produits alimentaires. Le résultat d'exploitation généré par chaque secteur opérationnel du groupe est résumé dans le tableau qui suit :

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Résultat d'exploitation sectoriel		
Vente au détail de produits alimentaires	184,6 \$	206,2 \$
Placements et autres activités		
FPI Crombie	7,4	7,3
Partenariats immobiliers	4,9	8,0
Autres activités, déduction faite des charges du siège social	(1,4)	(2,1)
	10,9	13,2
Total	195,5 \$	219,4 \$

Le résultat d'exploitation sectoriel peut être rapproché du résultat avant impôt sur le résultat du groupe, comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes les	
	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Total du résultat d'exploitation	195,5 \$	219,4 \$
Charges financières, montant net	32,9	43,6
Total	162,6 \$	175,8 \$

	1 ^{er} août 2015	2 août 2014
Total des actifs par secteur		
Vente au détail de produits alimentaires	10 956,9 \$	11 401,5 \$
Placements et autres activités	675,4	697,7
Total	11 632,3 \$	12 099,2 \$

12. Acquisitions d'entreprises

La Société a acquis des magasins affiliés et non affiliés ainsi que des postes d'essence et des dossiers d'ordonnances. Les résultats de ces acquisitions sont compris dans les résultats financiers consolidés de la Société depuis les dates d'acquisition et sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill comptabilisé pour les acquisitions de magasins affiliés et non affiliés ainsi que de postes d'essence se rapporte à la main-d'œuvre acquise et à la clientèle des magasins existants, ainsi qu'aux synergies attendues de la combinaison des magasins acquis et des magasins existants.

Le tableau qui suit présente les montants des actifs et des passifs identifiables découlant des acquisitions pour la période close le 1^{er} août 2015 :

	Période de 13 semaines close le
	1 ^{er} août 2015
Magasins et postes d'essence	
Créances	11,4 \$
Stocks	10,9
Autres actifs	4,5
Immobilisations corporelles	8,1
Immobilisations incorporelles	0,9
Goodwill	13,7
Provisions	(0,5)
Autres passifs	(3,7)
	45,3
Dossiers d'ordonnances	
Immobilisations incorporelles	0,2
Contrepartie en trésorerie	45,5 \$

Depuis la date d'acquisition, l'apport des entreprises acquises aux ventes s'est élevé à 23,9 \$ et leur apport au résultat net correspond à une perte de (2,0) \$ pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015.

Acquisition de Coop Atlantique

Le 12 mai 2015, les membres propriétaires de Coop Atlantique ont approuvé une convention visant l'achat de certains actifs et la reprise de certains passifs liés aux activités de vente de produits alimentaires et d'essence de Coop Atlantique pour 24,5 \$ plus les ajustements habituels au fonds de roulement et les retenues. La convention prévoit l'achat de cinq épiceries à gamme complète de services, de cinq postes d'essence (dont deux en co-implantation avec des épiceries), d'autres actifs immobilisés ainsi que d'autres actifs et de certains passifs. Le 12 juin 2015, Sobeys a obtenu l'autorisation du Bureau de la concurrence et l'opération a été conclue effectivement le 21 juin 2015.

Le tableau qui suit présente les justes valeurs des actifs acquis identifiables et des passifs pris en charge à la date d'acquisition :

Créances	11,3 \$
Stocks	9,4
Autres actifs	4,7
Immobilisations corporelles	6,6
Immobilisations incorporelles	0,9
Provisions	(0,5)
Autres passifs	(3,7)
Total des actifs nets identifiables	28,7 \$
Excédent de la contrepartie payée sur les actifs nets identifiables acquis attribué au goodwill	12,7 \$

La juste valeur des actifs nets identifiables et du goodwill acquis a été déterminée de manière provisoire et est assujettie à un rajustement jusqu'à l'achèvement des évaluations et de la comptabilisation connexe.

Le goodwill comptabilisé est principalement attribuable aux synergies attendues de l'intégration et au potentiel de croissance future prévue découlant des activités de vente en gros. Une tranche d'environ 9,4 \$ du goodwill devrait être déductible à des fins fiscales.

Si l'acquisition avait eu lieu le 3 mai 2015, la direction est d'avis que les ventes consolidées pro forma se seraient élevées à 6 267,6 \$ et que le résultat net consolidé pro forma se serait établi à 120,2 \$ pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015. Pour déterminer ces montants, la direction a présumé que les ajustements de juste valeur survenus à la date d'acquisition auraient été les mêmes si les acquisitions avaient été conclues le 3 mai 2015.

Les coûts d'acquisition de 0,4 \$ relatifs aux coûts externes juridiques et autres coûts engagés au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 ont été comptabilisés dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net.

13. Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier s'entend du montant estimé que toucherait la Société pour vendre les actifs financiers ou qu'elle paierait pour le transfert des passifs financiers lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La détermination de la juste valeur est classée selon une hiérarchie à trois niveaux, qui repose sur l'observabilité des données importantes, décrite ci-après :

Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés compris au niveau 1 qui sont observables pour des actifs ou des passifs, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 – données d'entrée non observables pour les actifs ou les passifs.

Empire Company Limited
Notes annexes
1^{er} août 2015
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances, de la partie courante des prêts et autres créances et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La valeur comptable de la partie non courante des prêts et autres créances et des placements se rapproche de la juste valeur aux dates de clôture en raison des taux courants du marché liés à ces instruments.

La juste valeur de la dette à long terme à taux d'intérêt variable est présumée se rapprocher de sa valeur comptable selon les taux actuels du marché et la permanence des écarts de crédit. La juste valeur de la dette à long terme a été estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux offert pour des emprunts d'une échéance et d'une qualité de crédit semblables.

La juste valeur des placements, classée au niveau 1, est estimée au moyen des prix cotés non ajustés sur des marchés actifs. La juste valeur des actifs et des passifs financiers dérivés, classée au niveau 2, est estimée selon des modèles d'évaluation qui utilisent des données d'entrée observables de marché. La direction est d'avis que sa technique d'évaluation est adéquate.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015.

Les valeurs comptables des instruments financiers de la Société avoisinent leurs justes valeurs, sauf en ce qui a trait à l'élément ci-dessous:

Dette à long terme	1^{er} août 2015	2 mai 2015	2 août 2014
Valeur comptable totale	2 272,0 \$	2 290,9 \$	3 170,0 \$
Juste valeur totale	2 453,1 \$	2 484,1 \$	3 333,8 \$

Au 1^{er} août 2015, la hiérarchie de la juste valeur comprend des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net respectivement de néant, 1,8 \$ et néant pour les niveaux 1, 2 et 3 (4,4 \$, 0,1 \$ et néant au 2 mai 2015; 6,3 \$, 0,3 \$ et néant au 2 août 2014).

Au 1^{er} août 2015, la hiérarchie de la juste valeur comprend des actifs financiers désignés comme étant disponibles à la vente de 25,2 \$ pour le niveau 1 (25,1 \$ au 2 mai 2015 et 25,0 \$ au 2 août 2014).

Au 1^{er} août 2015, la hiérarchie de la juste valeur comprend des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net respectivement de néant, 1,5 \$ et néant pour les niveaux 1, 2 et 3 (néant, 5,5 \$ et néant au 2 mai 2015; néant, 1,6 \$ et néant au 2 août 2014).

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés aux états consolidés résumés de la situation financière à leur juste valeur à moins qu'ils ne représentent un contrat d'achat ou de vente d'un élément non financier conformément aux besoins attendus de la Société en matière d'achat, de vente ou de consommation, appelé « achat ou vente d'éléments non financiers ». Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées en résultat net, à moins que les instruments financiers dérivés ne se qualifient à titre de couvertures de flux de trésorerie efficaces et ne soient désignés comme tels ou qu'ils ne représentent des achats ou des ventes d'éléments non financiers. La norme ne s'applique pas aux achats ou aux ventes d'éléments non financiers et ces derniers sont comptabilisés à titre de contrats non entièrement exécutés. Les variations de la juste valeur d'un instrument financier dérivé désigné à titre de couverture des flux de trésorerie sont comptabilisées dans les autres actifs et dans les autres passifs non courants; la partie efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie de la Société comprennent principalement des swaps sur devises et des swaps de taux d'intérêt. Des contrats de change sont utilisés pour couvrir les achats ou les dépenses futurs liés aux biens et services libellés en monnaies étrangères. Des swaps de taux d'intérêt sont utilisés pour protéger la Société contre les fluctuations des flux de trésorerie futurs découlant des intérêts sur les actifs et les passifs autres que de négociation qui portent intérêt à des taux variables. Les profits et pertes sont comptabilisés initialement directement dans les capitaux propres et sont transférés au résultat net lorsque les flux de trésorerie prévus touchent les produits et les charges pour la période.

14. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'options sur actions

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a attribué 241 471 options additionnelles aux termes du régime d'options sur actions des salariés de la Société, dans le cadre duquel des options sont attribuées pour l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote. La juste valeur moyenne pondérée de 13,07 \$ par option a été déterminée d'après le modèle Black et Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Cours de l'action	90,75 \$
Durée attendue	8,00 années
Taux d'intérêt sans risque	1,02 %
Volatilité attendue	15,32 %
Rendement de l'action	1,46 %

La charge de rémunération liée à la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 s'est établie à 1,1 \$ (0,7 \$ au 2 août 2014), et sera amortie sur la période d'acquisition des droits de quatre ans. L'augmentation totale du surplus d'apport liée au coût du régime d'options sur actions s'est élevée à 1,1 \$ (0,7 \$ au 2 août 2014).

15. Avantages sociaux futurs

Pour le premier trimestre de l'exercice 2016, les charges nettes au titre des avantages sociaux futurs se sont élevées à 13,7 \$ (13,6 \$ au 2 août 2014). Les gains (pertes) actuariels sur les régimes à prestations définies pour la période de 13 semaines close le 1^{er} août 2015 se sont chiffrés 10,9 \$ avant impôt ((28,2) \$ au 2 août 2014). Ces gains (pertes) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

EMPIRE COMPANY LIMITED

Siège social :
115 King St.
Stellarton (Nouvelle-Écosse) B0K 1S0
Téléphone : 902 755-4440
Télécopieur : 902 755-6477
www.empireco.ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS ET RENSEIGNEMENTS

Les actionnaires, les analystes et les investisseurs sont priés de faire part de toute demande de renseignements financiers à :
Ken Chernin
Directeur, Relations avec les investisseurs
Courriel : investor.relations@empireco.ca

Les communications relatives aux relevés des investisseurs, y compris les changements d'adresse ou de propriété, les certificats perdus et les formulaires aux fins de l'impôt, doivent être adressées directement à l'agent des transferts et à l'agent comptable des registres de la Société, Société de fiducie CST.

SITES WEB DE LA FILIALE

www.sobeyscorporate.com

AGENT DES TRANSFERTS

Société de fiducie CST
Service aux investisseurs
C.P. 700, succursale B
Montréal (Québec) H3B 3K3
Téléphone : 1 800 387-0825
Courriel : inquiries@canstockta.com

ENVOIS MULTIPLES

Il se peut que les actionnaires ayant plus d'un compte reçoivent du courrier pour chaque compte. Dans ce cas, ils doivent communiquer avec Société de fiducie CST au 1 800 387-0825 pour mettre fin aux envois multiples.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 9 septembre 2015

Actions de catégorie A sans droit de vote	59 663 835
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote	32 712 693

DATES DE CLÔTURE DES REGISTRES ET DATES DE VERSEMENT DES DIVIDENDES POUR L'EXERCICE 2016

Date de clôture des registres	Date de versement
15 juillet 2015	31 juillet 2015
15 octobre 2015*	30 octobre 2015*
15 janvier 2016*	29 janvier 2016*
15 avril 2016*	29 avril 2016*

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

INSCRIPTION DES ACTIONS

Bourse de Toronto

SYMBOLES BOURSISERS

Actions de catégorie A sans droit de vote – EMP.A

VOLUME MOYEN DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES (TSX : EMP.A)

171 472

BANQUES

Banque Scotia
Banque de Montréal
Banque Tokyo-Mitsubishi (Canada)
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Banque Nationale du Canada
Rabobank Nederland
Banque Royale du Canada
Banque Toronto-Dominion
Caisse Centrale Desjardins

AVOCATS

Stewart McKelvey
Halifax (Nouvelle-Écosse)

AUDITEUR

PricewaterhouseCoopers LLP
Halifax (Nouvelle-Écosse)



Le goût de mieux manger

